

REGLEMENT MUNICIPAL DES CIMETIERES DE PONTS SUR SEULLES

Le Maire de la Commune de Ponts sur Seulles,

- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2213-7 et suivants confiant au maire la police des funérailles et des lieux de sépulture,
- Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles R. 2213-2 et suivants relatifs à la réglementation des cimetières et des opérations funéraires,
- Vu le Code pénal, notamment les articles 225-17 et 225-18 relatifs au respect dû aux défunts ainsi que l'article R.610-5 relatif au non respect d'un règlement,
- Vu le Code civil, notamment les articles 78 et suivants relatifs aux actes de l'état civil,
- Vu la délibération du Conseil municipal en vigueur ayant fixé les catégories de concessions funéraires et leurs tarifs.

Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la salubrité, la tranquillité publiques, le maintien du bon ordre et la décence dans les cimetières de la commune.

- ARRETE -

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

- Les plans et registres concernant les cimetières ainsi que les sépultures sont déposés et conservés en mairie ou en mairie déléguée, suivant les sites, pour y être consultés : Cimetières de Lantheuil et de Pierrepont, mairie de Ponts sur Seulles ; cimetière d'Amblie, mairie déléguée d'Amblie ; cimetière de Tierceville, mairie déléguée de Tierceville.
- La commune ne possède ni conservateur, ni fossoyeur, ni gardien.
- Le Maire ou son délégué assiste exhumations, il enregistre l'entrée, la sortie des corps et d'une façon générale, renseigne les familles.

Il est chargé de la police du cimetière et plus spécialement :

- de la surveillance des travaux,
- de l'entretien de la clôture, des espaces inter- tombes, allées, parterres et entourages.

1°) Les sites

Les cimetières suivants sont affectés aux inhumations dans l'étendue de la commune de Ponts sur Seulles :

Le cimetière d'Amblie
Le cimetière de Lantheuil
Le cimetière de Pierrepont
Le cimetière de Tierceville

2°) Accès

- Les cimetières sont accessibles toute la journée.

Les portes doivent être impérativement fermées après chaque usage, afin d'éviter toute divagation d'animaux dans l'enceinte du cimetière.

- Les animaux, même tenus en laisse, n'y sont pas admis.
- Tout individu qui ne s'y comporterait pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des défunts sera expulsé sans préjudice des poursuites de droit.

3°) Liberté des funérailles

- Nul ne peut soit pour autrui, soit pour son propre compte, faire une offre de service, ni se livrer à une publicité quelconque, ni placer pancartes, écriteaux ou autres signes d'annonces à l'intérieur du cimetière.
- Les marchands ambulants ne sont pas autorisés.

ARTICLE 2 - DROIT A INHUMATION

1. Toute personne décédée sur le territoire de la commune quel que soit son domicile.
2. Toute personne domiciliée sur le territoire de la commune alors même qu'elle serait décédée dans une autre commune.
3. Toute personne ayant droit à une sépulture de famille dans le cimetière communal, quels que soient son domicile et le lieu de son décès.
4. La commune se réserve la possibilité d'autoriser une sépulture :
 - aux personnes qui sont nées dans la commune
 - aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci

ARTICLE 3 – INHUMATION

- Aucune inhumation ne pourra avoir lieu sans que ne soit produit un acte de décès qui mentionnera le nom de la personne décédée, son domicile, l'heure et le jour du décès, ainsi qu'une autorisation du maire précisant le jour et l'heure à laquelle devra avoir lieu son inhumation (article R. 645-6 du Code pénal).

- Aucune inhumation, sauf cas d'urgence, notamment en cas d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, devra être effectuée 24 heures au moins et 6 jours au plus après le décès exception faite d'un décès à l'étranger ou dans un département ou territoire d'outre-mer (inhumation 6 jours au plus après l'entrée en France du corps).

Les dimanches et jours fériés ne sont pas compris dans le calcul des délais.

- Une autorisation est également délivrée par le maire en cas de dépôt d'une urne dans une sépulture.

- Les autorisations administratives concernant le décès sont remises au représentant de la commune.

- Les inhumations sont faites par une entreprise funéraire dûment habilitée et choisie par la famille, soit dans des sépultures en terrain commun non concédé, soit dans des sépultures particulières concédées.

1°) Terrain commun _

- Les inhumations en terrain commun se font dans les emplacements et selon les alignements désignés par l'autorité municipale.

- Le terrain commun est une fosse individuelle mise gratuitement à la disposition des familles pour une durée de cinq ans.

- Aucune fondation ne peut y être effectuée. Il ne peut y être déposé que des signes funéraires et/ou pierres tombales dont l'enlèvement pourra facilement être opéré au moment de la reprise des terrains par la commune.

- A l'expiration de ce délai, le maire peut ordonner par arrêté, porté à la connaissance du public par voie d'affichage, la reprise d'une ou plusieurs parcelles du terrain commun.

2°) Terrain concédé

Les inhumations peuvent avoir lieu en terrain concédé aux personnes souhaitant fonder une sépulture privative

- de forme traditionnelle,

- sous forme de caverne (Amblie, Pierrepont) : petits caveaux enterrés aux dimensions réduites (0,60 m. x 0,60 m.) permettant le regroupement des urnes funéraires.

Le dépôt d'urne dans une caverne est accessible selon les conditions générales de Droit à l'Inhumation (article 2).

Les concessions en caverne sont identiques aux concessions classiques (voir article 4, paragraphe 1). Le coût des concessions est fixé par le conseil municipal.

Chaque caverne peut contenir quatre urnes au maximum selon leur dimension.

L'inhumation d'une urne pourra se faire également dans un caveau mais ne pourra pas être scellée sur un monument funéraire.

Les terrains concédés ne constitueront ni un acte de vente ni un droit réel de propriété, ils seront seulement un droit de jouissance et d'usage avec affectation spéciale à une sépulture. Ils ne pourront donc pas être vendus entre vifs.

Si un caveau a été construit, il peut y être procédé en principe autant d'inhumations qu'il y a de cases dans le caveau (maximum trois cercueils superposés) à moins de procéder à des réductions de corps dans les conditions prévues à l'article 6 alinéa 2 du présent règlement.

- *Quand les inhumations ont lieu en pleine terre, chaque inhumation peut être effectuée par superposition (maximum deux cercueils) à moins que le corps précédemment inhumé soit suffisamment consumé et qu'un délai de cinq ans se soit écoulé. Une profondeur minimum de 1,50 m devra être respectée pour la dernière inhumation.*

- *Dans tous les cas, les déclarants justifient de leur qualité et du droit du défunt à être inhumé dans la concession.*

3°) Colombarium

En colombarium pour le cimetière de Tierceville.

4°) Dispersion des cendres

Suite à crémation, les cendres peuvent être dispersées au jardin du souvenir (Amblie, Pierrepont)

5°) Dépotoire ou caveau d'attente

- Il est destiné à accueillir temporairement les cercueils en attente de sépulture.

- Sa mise à disposition s'effectue à titre gracieux (un droit de séjour peut être perçu), sous le contrôle de l'autorité communale qui en assure l'ouverture et la fermeture.

- Le dépôt d'un corps dans le caveau provisoire a lieu sur demande présentée par un membre de la famille du défunt, et après autorisation donnée par le Maire.

- Les cercueils ne peuvent y séjourner que pour des délais les plus courts possibles. Si le dépôt excède six jours, le cercueil doit être hermétique.

- L'autorisation fixe la durée maximale du dépôt. A son expiration, la commune se réserve le droit d'inhumer le corps de la personne décédée en terrain commun.

6°) Ossuaire

- Un emplacement appelé ossuaire est affecté, à perpétuité, à l'inhumation des restes post-mortem recueillis dans les terrains concédés ou non, repris après le délai légal.

- Les noms des personnes dont les restes y ont été déposés sont consignés dans un registre tenu en mairie où il peut être consulté.

ARTICLE 4 - LES CONCESSIONS

1°) Durée des concessions

- 15 ans
- 30 ans

2°) Types de concessions selon les personnes dont l'inhumation est prévue

- La concession peut être consentie pour la sépulture du seul titulaire (concession individuelle) ou pour les personnes désignées nommément dans l'acte, y compris le titulaire (concession collective). Quand elle est consentie pour la sépulture du titulaire et des membres de sa famille, elle est dite familiale.
- Les concessions sont susceptibles d'être transmises par voie de succession ou de donation entre parents ou alliés mais ne peuvent être revendues.

3°) Dimensions des terrains concédés

- Concession simple : 2,00 m² (1m x 2,00m)
 - Concession double : 4,60 m² (2,30 m x 2,00m)
 - Cavurnes : 0.36 m² (0.60 x 0.60)
 - Les emplacements sont séparés les uns des autres par un passage minimum de 0,30 m dans tous les sens (espace inter-tombes). ***Ces passages appartiennent au domaine public communal.***
 - La pose d'une semelle par un concessionnaire sur cet espace peut y être expressément autorisée. Dans ce cas, le matériau utilisé ne devra pas être glissant afin de préserver la sécurité du site.
 - Les concessions d'inhumations ne pourront comporter que 3 cercueils entiers superposés (*sous réserve que la nature du terrain le permette*), le premier à 3,10 m, le second à 2,40, et le dernier à 1,70 m. de façon à respecter la hauteur de 1 m. de la couche supérieure (vide sanitaire), plus 50 cm de terre pour les caveaux en mode paysager. Ces dimensions peuvent s'adapter pour des matériels standardisés.
- Les corps exhumés et réduits de plusieurs personnes peuvent être réunis dans un même reliquaire et libérer ainsi des places dans une même concession.

4°) Attribution des concessions

- ***L'emplacement est désigné par le maire, en fonction des disponibilités sur le terrain et de l'aménagement du site, par voie d'arrêté.***
- Seules les personnes ayant-droit à inhumation désignées à l'article 2 du présent règlement peuvent prétendre à une concession.
- Si l'étendue du cimetière n'est pas suffisante, les demandes de concession qui ne seraient pas justifiées par une nécessité d'inhumation immédiate pourront être consignées sur une liste d'attente. Néanmoins, en cas de manque de place, la commune s'engage à agrandir le cimetière.
- L'octroi de la concession est subordonné au règlement préalable du tarif en vigueur fixé par délibération du Conseil municipal et des droits correspondants (frais de timbre et, le cas échéant, d'enregistrement).
- Tout terrain concédé sera délimité par la commune dans un délai de 2 mois.

5°) Entretien des sépultures_

- Le titulaire (ou ses ayants-droit) s'engage à maintenir l'emplacement qui lui a été attribué en bon état d'entretien, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité afin qu'il ne soit pas nu à la décence du cimetière ni à la sécurité des personnes et des biens. Si la sécurité des personnes est mise en danger, la commune s'autorise à prendre toutes les mesures nécessaires.
- ***La commune s'étant engagée dans une politique du «zéro phyto », le titulaire d'une concession (ou ses ayants-droit) n'est pas autorisé à utiliser des produits phytosanitaires pour l'entretien de sa sépulture et de ses abords.***

6°) Marquage des sépultures_

- Identification des défunts
- Pour les sépultures ordinaires, cette identification est à la charge de la commune.
Pour les sépultures en concessions cette identification est à la charge des familles. La non lisibilité des inscriptions est considérée comme un indicateur de non entretien de la sépulture qui pourra engager une procédure de reprise.
- Identification de l'entrepreneur
- L'entrepreneur qui le désire pourra indiquer discrètement son nom et adresse sur une partie verticale du monument. L'inscription ne pourra pas dépasser 10 cm sur 2,5 cm au total et ne pas comporter de caractère de plus de 2,5 cm.

7°) Végétation et plantations_

Afin d'éviter tout développement non maîtrisé des plantations, seuls les végétaux en pot sont acceptés. Les plantations en pleine terre sur les terrains concédés sont interdites.

8°) Protection des sépultures_

Malgré toutes les dispositions mises en place par la commune pour protéger les sépultures (limitation de l'accès au cimetière notamment), elle ne peut pas être jugée responsable des dégradations commises sur les tombes.

ARTICLE 5 - TRAVAUX

1°) Déclaration de travaux

Nul ne peut procéder à aucune construction ou restaurer les ouvrages existants sans en avoir averti préalablement la commune. La déclaration de travaux présentée par écrit devra comporter les pièces suivantes :

- le numéro de l'emplacement,
- le nom du ou des demandeurs et leur qualité par rapport au concessionnaire,
- les informations sur l'entreprise qui exécutera les travaux,
- *la nature des travaux et, si besoin, un dossier technique de l'ouvrage à réaliser que le conseil municipal pourra éventuellement refuser,*
- la date de début d'intervention et la date prévisionnelle d'achèvement des travaux.

2°) Délimitation

Les monuments, caveaux, tombeaux, signes funéraires, clôtures et plantations installés sur une concession, ne devront ni dépasser les dimensions de la surface concédée, ni empiéter sur les espaces inter-tombes et allées. La hauteur des monuments sera limitée à 1,50 maximum (hauteur de la croix et non du monument).

3°) Exécution des travaux

Les travaux seront exécutés de manière à ne point nuire aux sépultures avoisinantes, ni à compromettre la sécurité publique, ni à entraver la libre circulation des allées, sous la surveillance de l'autorité communale.

Les fouilles seront systématiquement entourées de barrières de protection ou de protections analogues attirant l'attention.

Au départ des ouvriers, toute fosse sera recouverte d'un couvercle fixé solidement empêchant toute chute accidentelle.

Le creusement des fosses pourra être effectué au moyen d'engins mécaniques spécialement adaptés à ce genre de travail et ne dépassant pas 3,5 tonnes.

4°) Fin des travaux

A l'achèvement des travaux, le constructeur est tenu de nettoyer parfaitement la zone sur laquelle il est intervenu.

5°) Dommages/responsabilités

- Il sera dressé un procès verbal de toute dégradation survenue aux sépultures avoisinantes. Une copie de ce procès verbal sera remise au concessionnaire(s) intéressé(s) afin qu'il puisse, s'il le juge utile, se retourner contre les auteurs du dommage.

- Il en sera de même si un monument vient à s'écrouler sur les sépultures voisines et pour toute modification d'aspect des communs (ornières, reste de terre et gravats...) pour être statué ce que de droit, par les tribunaux compétents.

ARTICLE 6 - EXHUMATION

1°) Procédure

- La demande d'exhumation doit être adressée au maire par le plus proche parent du défunt, avec l'accord du concessionnaire le cas échéant, qui devra justifier de son état civil, de son domicile et de la qualité en vertu de laquelle il formule sa demande.

- L'exhumation est autorisée par le Maire. L'opération est réalisée par une entreprise funéraire au choix de la famille habilitée en conséquence.

- Aucune exhumation ne peut avoir lieu moins d'un an à compter du décès lorsque celui-ci est consécutif à une des maladies contagieuses prévues par l'arrêté du 20 juillet 1998.
- Si, au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé cinq ans depuis la date du décès.
- Les exhumations seront effectuées avant 9 heures du matin en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister : parents ou mandataires de la famille et un représentant de la commune. Si le parent ou mandataire n'est pas présent, l'opération ne peut avoir lieu.

2°) Réunion ou réduction de corps

- Le concessionnaire (ou ses ayants droit) peut procéder dans une même case de caveau à une réunion de corps de la personne anciennement inhumée et de la personne nouvellement décédée, sous réserve que le corps précédemment inhumé le soit depuis cinq au moins et qu'il soit suffisamment consumé. Dans ces conditions, les restes du défunt sont réunis dans un reliquaire qui est déposé à côté du cercueil nouvellement inhumé.
- L'opération ne sera autorisée que sous réserve du respect, par le pétitionnaire, des règles afférentes aux exhumations citées ci-dessus.

ARTICLE 7 - PROCEDURE DE RENOUVELLEMENT ET DE CONVERSION

1°) Renouvellement des concessions à durée déterminée

- Il appartient aux concessionnaires ou à ses ayants-droit de veiller à l'échéance de leur contrat de concession et d'en demander, s'ils le désirent, la reconduction dans l'année précédent son terme ou dans les deux années suivantes. Le prix acquitté est celui du tarif en vigueur au moment du renouvellement.
- Cependant, le renouvellement devient obligatoire dans les cinq ans avant son terme si une demande d'inhumation dans la concession est déposée pendant cette période. Dans ce cas, le concessionnaire réglera le prix de la concession renouvelée au tarif en vigueur au moment de la demande, déduction faite du temps restant à courir au tarif en vigueur dans le cadre de la précédente période.
- Même si la commune n'est pas tenue de le faire, trois mois minimum avant l'échéance de la concession, elle avisera, par tout moyen à sa convenance, les concessionnaires ou ayants-droit, de l'expiration de leurs droits et les mettra en demeure de faire enlever les pierres sépulcrales ou autre(s) objet(s) placé(s) sur la sépulture.

2°) Conversion des concessions

- Lorsqu'une concession est convertie avant son terme en concession de plus longue durée, le concessionnaire réglera le prix de la concession convertie au tarif en vigueur au moment de la demande, déduction faite du temps restant à courir au tarif en vigueur dans le cadre de la précédente concession.

ARTICLE 8 – REPRISE PAR LA COMMUNE DES TERRAINS CONCEDES

1°) Rétrocession

- La commune peut accepter la proposition de rétrocession à titre gratuit de terrains concédés non occupés après décision du conseil municipal.
- Si un caveau ou un monument a été construit, celui-ci revient à la commune.

2°) Reprise des concessions échues non renouvelées

- A défaut de renouvellement des concessions dans les deux années révolues après leur terme (cf. article 7 alinéa 1), la commune peut reprendre possession des terrains dans l'état où ils se trouvent.
- Les restes mortels que les sépultures contiendraient et qui n'auraient pas été réclamés par les familles, seront recueillis et déposés à l'ossuaire, avec soin et décence, ou crématisés.
- Tout objet funéraire (croix, stèles, pierres tombales, caveaux) placé sur ces sépultures et qui n'auraient pas été récupérés par les familles, font retour à la commune.

3°) Reprise des concessions en état d'abandon

- Si une concession est réputée en état d'abandon, la procédure prévue par le Code général des collectivités territoriales peut être engagée après l'expiration d'un délai de trente ans à compter de la date de l'acte de concession et dix ans après la dernière inhumation effectuée dans le terrain concédé.
- A l'issue de cette procédure et une fois libérés de tout corps, les emplacements ainsi repris pourront faire l'objet d'un nouvel acte de concession.

ARTICLE 9 – SAUVEGARDE DES MONUMENTS ANCIENS

Le maire peut décider de classer certains monuments qui présentent un caractère historique ou culturel, alors que les familles sont disparues. Dans ce cas, après une procédure de reprise régulièrement effectuée, le monument sera entretenu par la commune, voire restauré par les services culturels compétents.

ARTICLE 10 – EXECUTION/SANCTIONS

- Ces mesures sont applicables immédiatement, les arrêtés et règlements antérieurs ayant même objet, sont et demeurent abrogés.
- Les contraventions au présent règlement feront l'objet d'un procès-verbal et les contrevenants seront poursuivis conformément à la loi, sans préjudice des actions en justice que les particuliers pourraient intenter contre eux à raison des dommages qui leur auraient été causés.
- Monsieur le chef de brigade de la gendarmerie de Courseulles sur mer.
- Monsieur (Madame) le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Préfet et affiché à la porte des cimetières ainsi qu'en mairie.

Fait en mairie,
Le.....

Le Maire.

Règlement municipal des cimetières de Ponts sur Seulles

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS D’ORDRE GENERAL

- 1°) Les sites
- 2°) Accès
- 3°) Liberté des funérailles

ARTICLE 2 - DROIT A INHUMATION

ARTICLE 3 – INHUMATION

- 1°) Terrain commun
- 2°) Terrain concédé
- 3°) Colombarium
- 4°) Dispersion des cendres
- 5°) Dépotoire ou caveau d’attente
- 6°) Ossuaire

ARTICLE 4 - LES CONCESSIONS

- 1°) Durée des concessions
- 2°) Types de concessions selon les personnes dont l’inhumation est prévue
- 3°) Dimensions des terrains concédés
- 4°) Attribution des concessions
- 6°) Marquage des sépultures :
- 7°) Entretien des sépultures
- 8°) Végétation et plantations
- 9°) Protection des sépultures

ARTICLE 5 - TRAVAUX

- 1°) Déclaration de travaux
- 2°) Délimitation
- 3°) Exécution des travaux
- 4°) Fin des travaux
- 5°) Dommages/responsabilités

ARTICLE 6 - EXHUMATION

- 1°) Procédure
- 2°) Réunion ou réduction de corps

ARTICLE 7 - PROCEDURE DE RENOUVELLEMENT ET DE CONVERSION

- 1°) Renouvellement des concessions à durée déterminée :
- 2°) Conversion des concessions :

ARTICLE 8 – REPRISE PAR LA COMMUNE DES TERRAINS CONCEDES

- 1°) Rétrocession
- 2°) Reprise des concessions échues non renouvelées
- 3°) Reprise des concessions en état d’abandon

ARTICLE 9 – SAUVEGARDE DES MONUMENTS ANCIENS

ARTICLE 10 – EXECUTION/SANCTIONS